

zaïroises (FAZ), fidèles au président, sont au bord de la déroute, ce qui ne les empêche pas de semer, elles aussi, la terreur.

À l'Élysée, l'entourage de Jacques Chirac est divisé sur ce dossier. D'un côté, Dominique de Villepin, le secrétaire général, Fernand Wibaux et son ami Jacques Foccart, conseillers officieux, estiment qu'il faut tout faire pour sauver Mobutu. De l'autre, le responsable officiel de la cellule africaine, Michel Dupuch, et ses collaborateurs sont plus réservés, jugeant que la France ne doit pas forcément soutenir un vieux despote malade dont le régime corrompu semble condamné. Un avis que partagent Alain Juppé, à Matignon, et la DGSE. « Il y avait deux lignes qui s'affrontaient, avec deux groupes de conseillers autour de Chirac, qui s'activaient parallèlement, se souvient un ancien dirigeant de la DGSE. Nous savions que Mobutu était perdu. Wibaux a cru l'aider avec des mercenaires. Foccart était derrière tout cela. C'était stupide. Nous ne voulions surtout pas nous en mêler⁷. »

La « Boîte » a pourtant une dette à l'égard du président zaïrois : durant les événements tragiques du génocide au Rwanda, au printemps 1994, elle a eu recours aux services secrets zaïrois pour recueillir des renseignements sur ce qui se passait à l'ouest du pays. « Nous étions mal implantés dans la zone. Mobutu nous a beaucoup aidés », témoigne l'ancien dirigeant. Le directeur de la DGSE, le préfet Jacques Dewatre, avait rendu visite à Mobutu pour évoquer le sujet, tandis que des informations sur l'avancée vers Kigali des forces tutsies du FPR de Paul Kagame parvenaient à Paris via des agents du SA infiltrés dans l'entourage de ce dernier.

Durant l'automne 1996, Mobutu, surnommé « le Léopard » à cause de son éternelle toque portant ce motif, est sur la défensive. Il n'a plus beaucoup d'amis. Le 31 octobre, Dominique de Villepin et Fernand Wibaux se rendent à son chevet à l'hôtel Beau-Rivage, à Lausanne, où il se remet après son opération du cancer, avant de rejoindre sa somptueuse villa de Roquebrune-Cap-Martin, dans les Alpes-Maritimes. Le président zaïrois semble encore tenir debout et se dit prêt à tenter de sauver son pays, promettant des élections prochaines⁸. Le tandem Villepin-Wibaux lui assure que la France peut encore l'aider. Lors d'une autre entrevue sur la Côte d'Azur, ils évoquent une assistance militaire discrète afin de reprendre l'offensive. Il est aussi question d'une éventuelle intervention humanitaire dans le Kivu, qui paraît se dessiner avec les Américains et l'aval de l'ONU.

Réélu à la Maison-Blanche début novembre 1996, Bill Clinton se prononce, en effet, pour la création d'une force multinationale humanitaire qui serait déployée à Goma. Au téléphone, le 14 novembre, Jacques Chirac félicite son homologue américain pour cette décision : « Nous devons réfléchir aux risques d'implosion qui menacent le Zaïre. Il nous semble qu'un seul homme a encore la stature pour éviter cette implosion : Mobutu⁹. » L'Élysée parie toujours sur le maintien au pouvoir du « Léopard ».

Quelques jours plus tard, alors que les rebelles de Kabila forcent les réfugiés à rentrer au Rwanda, au prix de nombreux morts, les États-Unis renoncent finalement à intervenir au Kivu. La DGSE, qui avait commencé à envoyer des agents dans la région de Goma, doit les rapatrier en urgence dans des conditions périlleuses. « J'ai donné au directeur de la DGSE, Jacques Dewatre, un feu vert pour employer tous les moyens nécessaires, y compris tuer si cela se révélait indispensable pour exfiltrer ses agents¹⁰ », se souvient l'ancien ministre de la Défense, Charles Millon.

Des Serbes peu recommandables en renfort

Ce repli n'atténue en rien la volonté de Jacques Chirac et de certains de ses proches d'aider Mobutu à tout prix. Poussé par Jacques Foccart, Fernand Wibaux reprend contact avec les équipes de mercenaires de Bob Denard. Il n'est pas possible d'employer directement ce dernier, qui fait l'objet de poursuites judiciaires depuis que la France l'a délogé des Comores. Qu'à cela ne tienne : l'Élysée s'adresse à ses anciens lieutenants, notamment par l'intermédiaire du général Jeannou Lacaze, pilier des réseaux Foccart. « Denard ne pouvait plus apparaître après les Comores, mais il y avait

toujours une part financière réservée pour lui dans les affaires. On le consultait et il donnait sa caution, comme une sorte de tuteur ou de parrain¹¹ », explique un proche du « Vieux ».

Dans un premier temps, René Dulac, dit « le Grand » – ex-bras droit de Denard déjà employé par Mitterrand au Tchad en 1983¹² et qui connaît bien Mobutu –, est approché. « J'ai été convié par Wibaux à l'Élysée, révèle-t-il. Il m'a dit qu'il ne pensait pas qu'on pouvait sauver Mobutu, mais qu'on pouvait quand même faire quelque chose, obliger Kabila à négocier une sortie honorable pour Mobutu. Il m'a demandé d'aller sur place. Mais je n'ai pas donné suite¹³. »

À défaut de Dulac, le conseiller de Chirac se tourne alors vers un autre ancien lieutenant de Denard, le Belge Christian Tavernier, qui a naguère œuvré au Katanga. Déjà reçu à l'Élysée en juin 1996, ce dernier rencontre de nouveau Wibaux en novembre et accepte la mission. Il s'agit de mobiliser au plus vite une trentaine de baroudeurs afin d'aider les Forces armées zaïroises à lancer une contre-offensive contre l'AFDL de Kabila. Christian Tavernier s'attelle immédiatement à la tâche. « Il était en relation directe avec l'Élysée, et moi je m'occupais de recrutement¹⁴ », témoigne François-Xavier Sidos, ancien des Comores sollicité pour trouver des recrues avec son ami Emmanuel P., alias Charles.

Le vivier de candidats demeure limité : les hommes de Denard ne sont plus tout jeunes, et certains restent marqués par l'affaire des Comores. De plus, la situation du pays en guerre n'est guère encourageante. Pourtant, « lorsque Bob Denard leur révéla qu'il était chargé de recruter des volontaires pour le Zaïre, l'appel de l'aventure fut plus fort que la lumière rouge qui s'allumait à l'examen froid de la situation », rapporte Sidos, qui réussit à trouver une trentaine de mercenaires, d'anciens soldats de fortune et des gros bras venus de l'extrême droite, où ce proche de Jean-Marie Le Pen cultive des contacts¹⁵.

Parallèlement, d'autres réseaux de Jacques Foccart et de Charles Pasqua sont sollicités par l'Élysée pour lever une troupe de mercenaires serbes destinée à compléter le dispositif de Tavernier. C'est un certain colonel Dominic Yugo qui s'en charge. Derrière cette fausse identité se cache Jugoslav P., qui fait partie des « correspondants » de la DST, les services intérieurs français. Ancien videur de squats à Paris, ce colosse franco-serbe aux yeux sombres et à la forte carrure, titulaire de faux papiers, a séjourné plusieurs fois en Bosnie entre 1992 et 1995, nouant des contacts avec un adjoint du général Ratko Mladić et des officiers des services de renseignement de l'armée yougoslave. Il aurait notamment servi d'intermédiaire pour Jean-Charles Marchiani, proche du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, lors de négociations en vue de la libération de pilotes français retenus en Bosnie par des Serbes fin 1995¹⁶. Jugoslav P. travaille également avec Philippe P., un responsable la société française Geolink, spécialiste des radiocommunications, qui est en lien régulier avec la DST.

L'Élysée garde un œil sur les recrutements

Fin 1996, ce tandem reçoit, via l'homme d'affaires zaïrois Seti Yale, conseiller de Mobutu, une commande urgente d'équipements militaires et de moyens humains pour aider le « Léopard ». « Un recrutement de grande ampleur fut opéré à Belgrade par Yugo et ses amis des services serbes de sécurité¹⁷ », rapportera Patrick Klein, un autre ancien des Comores proche de Denard, impliqué un temps dans les tractations.

À l'Élysée, Fernand Wibaux et Jacques Foccart surveillent l'opération de près. Plus de deux cents barbouzes – essentiellement des Serbes, mais aussi des Croates, des Russes et des Polonais – reçoivent des visas, notamment à l'ambassade du Zaïre à Paris, et s'envolent pour l'Afrique. La liste de noms est transmise aux autorités françaises, qui laissent faire. Parmi ces hommes figurent d'anciens militaires qui ont opéré en ex-Yougoslavie dans des conditions particulièrement troubles. L'un d'eux s'appelle Milorad P., dit Mila. Selon l'ancien criminel de guerre serbe Dragen Erdemović, condamné par le Tribunal pénal international de La Haye, Mila aurait commis de

nombreuses exactions en Bosnie au sein de la 10^e unité de sabotage de l'armée bosnienne. D'autres membres de ce commando de tueurs font partie du voyage vers le Zaïre¹⁸.

En décembre 1996, les premiers « chiens de guerre », principalement français et serbes, débarquent à Kinshasa, où leur arrivée ne passe pas inaperçue. L'attaché militaire français, au courant de tous leurs mouvements, les incite à se faire plus discrets. Des armes, des avions et des hélicoptères sont livrés. Censé encadrer cette « légion blanche » de près de trois cents hommes, Christian Tavernier, début 1997, installe son PC à Kisangani afin d'organiser la contre-offensive des Forces armées zaïroises¹⁹. Celles-ci sont désormais placées sous le commandement du général Marc Mahele, un militaire imposé à Mobutu en décembre par Fernand Wibaux et Jacques Chirac.

Le renfort des mercenaires se révèle inefficace. La situation militaire des soldats zaïrois, souvent abandonnés par leurs chefs et sans solde depuis des mois, est désespérée. La confusion et l'improvisation règnent au sein du groupe de mercenaires. De plus, entre les Français et les Serbes, la coordination est inexistante. « Les Serbes faisaient bien partie de notre dispositif, témoigne un mercenaire français qui a participé à l'opération. Ils devaient nous soutenir au plan aérien, mais ils ne sont pas venus quand nous avons eu des accrochages sévères dans la région de Watsa, fin janvier 1997, et que nous sommes restés coincés sur place plusieurs jours. Qui plus est, ces Serbes étaient des fous furieux. À partir du moment où l'on recrute des mercenaires serbes pour aller en Afrique, il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils fassent dans la dentelle²⁰. »

Des exactions incontrôlées

Les barbouzes serbes, tout comme les FAZ, sèment l'effroi dans plusieurs villages des environs de Kisangani où ils traquent les rebelles pro-Kabila. À leur tête, le colonel Dominic Yugo, le protégé de la DST, acquiert une réputation sanguinaire. « Il a imposé sa loi comme un tyran cruel, une sorte de sosie moderne du Kurtz du roman de Joseph Conrad, *Au cœur des ténèbres*²¹ », écrit James McKinley dans le *New York Times* en mars 1997. Le journaliste américain cite plusieurs témoignages accablants, dont celui d'un négociant en viande qui, après avoir été arrêté, a décrit les interrogatoires violents, les tortures à l'électricité, les coups de couteau et les disparitions suspectes de nombreux réfugiés.

Les crimes présumés commis par les mercenaires – bombardements massifs, mauvais traitements, tueries – sont également dénoncés par Human Rights Watch. « Yugo a personnellement exécuté et torturé des civils suspectés de collaborer avec l'AFDL, rapportera l'ONG en octobre 1997. Le 8 mars 1997, sur une route près de l'aéroport de Kisangani, Yugo a tué deux missionnaires protestants, avec des bibles à la main, les accusant d'être des espions de l'AFDL²². » Un ecclésiastique témoignera dans *La Croix* : « L'interrogatoire est souvent mené par le terrible Yugo, chef incontesté des mercenaires. Tout se passe en plein air. Ce colonel, revolver au poing, appuie chaque question avec un coup de feu tiré près du prisonnier, pour le terroriser. Après cette horrible session, tout le groupe, résigné et silencieux, est conduit par Yugo et ses hommes derrière les hangars, bien loin, dans la partie est de l'aéroport. Et c'est la fin ! Ils sont abattus avec une mitrailleuse munie de silencieux, puis jetés dans une grande fosse creusée avec une pelle mécanique²³. »

Patron des mercenaires choisi par l'Élysée, le Belge Christian Tavernier ne maîtrise pas grand-chose. Pendu au téléphone, il sillonne le pays d'un bout à l'autre sans faire montre de beaucoup d'efficacité. Les contre-attaques menées par une poignée de mercenaires français avec les FAZ n'endiguent pas la poussée des rebelles de l'AFDL, qui prennent la ville de Kisangani en mars 1997, avant de fondre sur Kinshasa en mai. Quant aux Serbes et aux autres barbouzes, ils sont évacués en catastrophe. La chute de Mobutu est inexorable. Réfugié *in extremis* dans sa ville natale de Gbadolite, dans le nord-ouest du pays, le « Léopard » se voit contraint de quitter définitivement le Zaïre le 16 mai 1997, laissant la place au vainqueur, Laurent-Désiré Kabila.

Une chose est sûre : rien de ce qui se passe d'important au Congo-Brazzaville à cette époque n'échappe aux autorités françaises. Le président Sassou est constamment entouré de plusieurs soldats français des forces spéciales. La quarantaine de mercenaires engagés par EHC arrivent à Brazzaville à partir de début juin 1999. Placés sous la tutelle du général Okoï, ils s'installent dans les bâtiments de l'académie militaire Marien Ngouabi, à une quinzaine de kilomètres au nord de la ville. Leur mission, baptisée opération Ades – pour Assistance à la défense et à la sécurité –, est connue des autorités françaises. Elle dure de juin 1999 à mai 2000. Marc Garibaldi rend compte régulièrement de ce que fait son équipe à l'attaché militaire de l'ambassade de France, ainsi qu'à la DGSE.

Outre des missions de renseignement et de surveillance de l'opposition, les baroudeurs d'EHC servent d'abord à former le « bataillon de choc Marien Ngouabi », composé de neuf cents soldats congolais. Puis ils aident ces commandos à réduire les ultimes poches de rebelles Ninjas, principalement dans la région du Pool, où le pasteur Ntumi, chef spirituel et militaire, anime la résistance. Des combats violents se déroulent durant l'été et l'automne 1999. « C'était chaud, raconte un membre de la mission Ades. Nous cassions les lignes de ravitaillement des Ninjas et nous les attaquions. Parfois, nous réussissions à les convaincre de faire défection. En quelques mois, la guérilla a cessé. Nous prenions garde de ne pas commettre de dérapages et de traiter les prisonniers correctement³⁰. » D'autres témoins évoquent cependant des exactions commises par les forces congolaises dans leur reconquête du Pool. « Cette prétendue pacification a été rude, commente ainsi un ancien officier français qui a opéré au Congo-Brazzaville. À Paris, l'Élysée et la DGSE ont fermé les yeux sur ces opérations de nettoyage³¹. »

Au printemps 2000, Denis Sassou Nguesso, après avoir négocié des accords de paix avec plusieurs factions rebelles, reprend le contrôle total de la situation. Il demande alors officiellement l'assistance militaire de la France pour l'aider à sécuriser son pays. À Brazzaville, la présence des mercenaires d'EHC, contrôlée depuis le début de manière discrète, est désormais jugée embarrassante par Paris. Ils sont priés de quitter la scène, au profit d'une coopération militaire plus visible.

Les mercenaires de Chirac doivent se trouver d'autres missions. En 2000, certains d'entre eux, par l'intermédiaire de l'insupportable général Jeannou Lacaze, vont protéger le président ivoirien Robert Guéï. Puis quelques-uns tentent vainement une opération à Madagascar en 2002³², avant de se recycler du côté de l'Afghanistan ou de l'Irak, là où les sociétés militaires privées anglo-saxonnes embauchent à tour de bras.

La galaxie Denard disparaît progressivement des radars. Ses derniers membres se dispersent. En France, une loi prohibant le mercenariat est votée en 2003. Elle tourne la page de quatre décennies de pratiques controversées, orchestrées clandestinement depuis l'Élysée.

1. Jugement du tribunal de grande instance de Paris du 20 juin 2006, condamnant Robert Denard et autres pour « participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime ».

2. Déposition de Michel Roussin, rapportée *ibid.*

3. Entretien avec l'auteur, mai 2013.

4. Entretien avec l'auteur, juillet 2013.

5. Jugement du tribunal de grande instance de Paris du 20 juin 2006, *op. cit.*

6. Déposition du maître d'équipage du *Vulcain*, Michel L., et d'un mécanicien, Serge S., rapportée *ibid.*

7. Entretien avec l'auteur, mars 2014.

8. Voir notamment Vincent Hugué, « Notre ami Mobutu », *L'Express*, 26 décembre 1996 ; et Hubert Coudurier, *Le Monde selon Chirac. Les coulisses de la diplomatie française*, Calmann-Lévy, 1998, p. 328-329.

9. Entretien entre le président Jacques Chirac et le président Bill Clinton, 14 novembre 1996, télégramme de la cellule diplomatique de l'Élysée signé Jean-David Levitte, archives de la présidence de la République, 5AG5, JFG11, Archives nationales.

10. Entretien avec l'auteur, octobre 2012.
11. Entretien avec l'auteur, novembre 2013.
12. Voir *supra*, chapitre 7, « Moi, mercenaire, employé par Mitterrand pour faire la guerre ».
13. Entretien avec l'auteur, juillet 2013.
14. Entretien avec l'auteur, mai 2013.
15. Voir François-Xavier Sidos, *Les Soldats libres. La grande aventure des mercenaires*, L'Encre, 2002, p. 284 sq.
16. Voir notamment Jacques Massé, *Nos chers criminels de guerre*, *op. cit.*, p. 92-93 ; et Arnaud de La Grange, « Zaïre : la débâcle des chiens de guerre », *Le Figaro*, 7 avril 1997.
17. Patrick Klein, *Par le sang des autres. Coup d'état d'âme*, Éditions du Rocher, 2013, p. 101.
18. Voir « Drozen Erdemovic sentenced to 5 years of imprisonment », Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 5 mars 1998. En 1999, cinq ex-combattants serbes, dont Milorad P. et Yugoslav P., seront arrêtés à Belgrade. Ils sont accusés d'avoir fait partie du réseau Araignée, soupçonné notamment d'avoir comploté pour assassiner le président Milošević pour le compte des Français. Ces accusations ne tiendront pas lors du procès et les deux hommes seront acquittés. Voir Didier François, « Des criminels de guerre dans l'ombre des services secrets français », *Libération*, 3 décembre 1999.
19. Voir Arnaud de La Grange, « Zaïre, le retour des "affreux" », *Le Figaro*, 1^{er} décembre 1996 ; Stephen Smith, « L'armada de mercenaires au Zaïre », *Libération*, 24 janvier 1997 ; et l'interview de Christian Tavernier par Colette Braeckman, *Le Soir*, 27 janvier 1997.
20. Entretien avec l'auteur, juillet 2014. Voir aussi François-Xavier Sidos, *Les Soldats libres*, *op. cit.*, p. 293-298.
21. James C. McKinley Jr, « Serb Who Went to Defend Zaire Spread Death and Horror Instead », *New York Times*, 19 mars 1997.
22. Human Rights Watch, « What Kabila is Hiding, Civilian Killings and Impunity in Congo », octobre 1997. Le rapport dénonce des atteintes aux droits de l'homme et des crimes de guerre commis aussi bien par les partisans de Kabila que par les soldats et mercenaires de Mobutu.
23. *La Croix*, 18 mars 1997.
24. Entretien avec l'auteur, mars 2014.
25. Entretien avec l'auteur, juillet 2014. Voir aussi François-Xavier Sidos, *Les Soldats libres*, *op. cit.*, p. 302-306.
26. Entretien avec l'auteur, novembre 2013.
27. Entretien avec l'auteur, juillet 2014.
28. Audition de X. par la section de recherches de Paris de la gendarmerie nationale, juillet 2002, dans le cadre de l'instruction ouverte au tribunal de grande instance de Meaux par le juge Gerville.
29. Un jugement a été rendu en 2005 au Congo-Brazzaville, condamnant des officiers mis en cause, mais les dispensant de peine. Une plainte pour crimes contre l'humanité déposée en France en décembre 2001 par deux survivants a été instruite d'abord à Meaux, puis à Paris. La Ligue des droits de l'homme et la Fédération internationale des droits de l'homme, parties civiles dans cette affaire dite des « disparus du Beach », se sont émues des ingérences politiques répétées dans l'instruction, à ce jour toujours ouverte. Voir aussi Patrice Yengo, *La Guerre civile au Congo-Brazzaville*, Karthala, 2006.
30. Entretien avec l'auteur, novembre 2013.
31. Entretien avec l'auteur, octobre 2013. Voir aussi le récit des opérations menées dans le Pool dans Franck Hugo et Philippe Lobjois, *Mercenaire de la République*, Nouveau Monde Éditions, 2009, p. 282-307.
32. Marc Garibaldi sera impliqué, avec une douzaine d'autres mercenaires, dans cette tentative avortée de coup d'État à Madagascar en juin 2002. Fin 2003, il créera la société américaine EHC LLC, basée dans le Delaware et recrutant pour des missions en Irak et en Afghanistan. En juin 2004, il sera victime d'un accident de la route qui ralentira ses activités.